L'Abeille de la Nouvelle-Orléans.

BUREAUX: Rue de Chartres, No. 73. NOUVELLE-ORLEANS, DIMANCHE MATIN, 20 SEPTEMBRE 1868. Entre les rues Bienville et Conti.

BUREAUX & IMPRIMERIE, CHARTRES-DEVANT.

NOUVELLE-ORLEANS.
DIMANCHE MATIN, 20 SEPTEMBRE.

Candidatures de la Démocratie Nationale.

POUR PRESIDENT
HORATIO SEYMOUR,
DE NEW-YORK.

POUR VICE-PRESIDENT
FRANK P. BLAIR,
DU MISSOURI.

VENTES A L'ENCAN DE DEMAIN LUNDI

Pour les détails et l'heure, voir nos annonces.

Par Louis Stern & Bros, à 10 heures, à leur salle d'encan, No 36 rue du Camp—Grande vente absolument de gré colonne de bottes, souliers et bottillons, venant d'être reçus.

Par S. Guimard, à 11 heures, sur les Bains, l'établissement des Pêcheurs Mississippi, situé au coin des rues Chartres et St-Louis.

Par Hedigan & Bennett, à 11 heures, au Crescent Auction Mart, 74 rue Carondelet—Un fort lot de meubles de maison et de bureau, des pendules, une grande glace française, les cabines de barbier, etc—frais, &c.

Par René Gutierrez, au coin des rues Toulouse et Bourbon—Circulaire.

Par Hedigan, Marks & Co, au No 3 de la rue de Chartres—Meubles, literie, &c, &c.

Par O. Valcher, à l'entrepôt Union, rue Tchoupitoulas Gardens.

Par J. Déjan, Jr, au No 189 de la rue Gravier, coin Carondelet—Vente précompte de meubles et de glaces.

Acheteurs vos attention est respectueusement sollicitée aux 82, Grande Tuerie, 82 Vieille-Levée.

Beaux meubles à l'encan.—M. Chs. T. Nash, encanteur, fera jeudi, 24 du courant, une grande vente de meubles à "Mansion House." La vente commencera à 10 heures du matin. Les meubles sont de choix et méritent l'attention dans la chambre qui est tout récemment venue plus belle encadrée de ses murailles.

Magnifiques meubles à vendre.—Nous appelons l'attention particulière du public sur l'annonce de M. J. Déjan, encanteur, qui vendra lundi, 21 du courant, à 11 heures du matin, rue Gravier, coin de la rue Carondelet, un grand lot de meubles de choix en acajou et en noyer. La vente est positive et sans réserve.

BULLETIN.

Nous voudrions pouvoir causer, ce matin pendant un jour, d'entretenir nos lecteurs de sujets politiques d'un caractère irritant et vexatoire, mais les questions se présentent tellement qu'il nous est impossible de ne pas répondre à ceux qui nous lisent un jour de répit. Il faut, bon gré malgré, parler des nouvelles iniquités qui se commettent chaque jour et broyer du noir *volens nolens*.

Si les citoyens du Nord qui sont encore radoucis pouvaient nommer un certain nombre de délégués impartiaux disposés à se servir de leurs yeux pour voir et de leurs oreilles pour entendre et chargés de faire à leurs commettants un rapport exact sur ce qui se passe dans le Sud, les radicaux sinères au Nord devien draient aussi rares que le sont les honnêtes gens parmi les carpet-baggers qui sèment faire au Sud, les meneurs du parti africano-radical. Mais, dans l'état actuel des choses, les gens du Nord, placés entre les affirmations menaçogères et calomnieuses des fanatiques radicaux et les dénégations de ceux qu'on appelle les rebelles ne savent où trouver la vérité. Beaucoup d'entre eux croient encore aux 150 meurtres imaginés par le gouverneur Warmoth, et, bien que depuis cette époque on n'ait pas pu citer le nom d'un seul radical assassiné, et que nous ayons donné les noms d'une douzaine de blancs ou de gens de couleur démocrates, assassinés par des nègres radicaux, on paraît persister, au Nord, à croire que les pauvres nègres sont massacrés par centaines par les Ku Klux et autres nègrophages du Sud.

Ainsi, nous lisons dans le *Courrier des Etats-Unis* du 14, une correspondance de Boston qui, selon notre souffrère, émane d'une source très influente, correspondance qui trouvera un prétexte dans l'histoire inventée à plaisir par J. Newsham, en besoin de discorde qui ne cesse d'exciter les nègre à l'assassinat et au pillage, pour faire un sermon aux démocrates et à la presse du Sud. Voici comment s'exprime ce correspondant :

"A titre d'hommes civilisés, de partisans de la liberté de la parole, d'amis éprouvés du Sud et du parti conservateur, nous devons prévenir la presse démocrate de la Louisiane, de l'Arkansas et du Texas qu'un parti qui, comme l'homme sage, le devrait les actes de violence auxquels se livrent tous les jours de malheureux désespérés sous le nom de reconstruction. La présence seule, à défaut du respect de l'opinion d'autrui, quelque odieuse qu'elle paraisse, devrait faire comprendre à ces hommes que chaque meurtre politique commis dans le Sud affaiblit le parti démocrate du Nord.

Nous devons toute la vérité à nos amis de la Louisiane, car ce n'est pas en leur cachant le danger que nous le leur ferons disparaître. Au lendemain des élections, si le parti du peuple ils attendent le salut était battu, ils nous auraient pas de gré de leur avoir entretenus dans l'erreur par d'agréables flatteries. Qu'ils sachent donc que ces nombreux télégrammes partis du Sud pour apprendre au Nord les actes de violence commis journellement dans les anciens "rebelles", sont maintenant à peu près tous faux. On ne croit plus à présent aux dénégations si aux explications des journaux du Sud qui représentent uniformément ces désordres comme le résultat de querelles particulières. On commence à croire à un plan général pour étouffer dans tout le Sud la liberté de la parole, en procédant par le meurtre et l'intimidation.

Que pouvons-nous répondre à cela, sinon que ces télégrammes en question sont fabriqués exprès par les Conway et les Newsham pour produire l'effet signalé par le correspondant ? Ajoutons que la plupart de ces fameuses accusations ne sont même pas mentionnées ici dans l'organe radical. Il n'y a pas, malheureusement, de correspondant spécial pour télégraphier au Nord les meurtres commis sur des démocrates, et, bien que ces meurtres soient enregistrés dans les journaux du Sud, les organes conservateurs ne les reproduisent pas toujours et n'en font pas parade comme les feuilles républicaines font parade des élucubrations fantaisistes des prêcheurs et des carpet-baggers. Il est triste pour un peuple d'être traité, opprimé et en tantinet méprisé, mais il est pire, par-dessus le marché, injurié et calomnié par ses ennemis et réprimandé par ses amis.

Maintenant, nous demanderons à nos amis du Nord, qui sont si chatouilleux pour nos pêchés vrais ou supposés, de s'occuper avec une égale attention de ceux des radicaux qui font des lois pour nous et qui nous gouvernent.

Les journaux qui blament la Législature de la Georgie d'avoir expulsé 26 représentants et sénateurs de couleur (la Constitution radicale de cet Etat ayant laissé subsister l'ancienne législation en déclarant les hommes de couleur inéligibles) oublient que la majorité de cette législature est radicale puisque elle a été au Sénat des Etats-Unis deux citoyens qui sont en faveur de Grant et Colfax. Ces mêmes journaux, d'ailleurs, n'ont pas trouvé un mot de reproche pour la Législature de la Louisiane qui procède lentement mais sûrement, à l'expulsion de tous les démocrates élus par le peuple, et cela sans avoir la moindre excuse dans la législation actuelle. Un seul journal radical, *La Nation*, a bien voulu s'occuper de la Législature de la Louisiane était la pire de toutes les législatures du Sud, avec précision car il équivaut à dire qu'il n'y en a pas une de bonne.

C'est donc à la *Nation* — puisque nous n'avons rien à espérer des autres feuilles radicales — que nous signalerons les nouvelles iniquités de nos gouvernants, pour qu'elle veuille bien les porter à la connaissance des lecteurs de son parti.

A la *Nation*, qui n'est pas en faveur de l'égalité sociale forcée, nous dirons que le Sénat a voté avant-hier, par 15 voix contre 7, le fameux bill d'égalité sociale présenté à la Chambre par un homme de couleur Isabelle, et que ce bill n'attend plus, pour devenir loi, que la signature de M. Warmoth, ou, si ce fonctionnaire hésite à se faire le complice direct d'une pareille mesure, l'expiration du délai légal de dix jours, car nous n'avons pas la moindre idée que M. Warmoth oppose son veto au bill. Il restera aux citoyens la faculté de contester la constitutionnalité d'un bill qui leur ôte le droit d'être maîtres chez eux et de pouvoir disposer à leur gré de ce qui leur appartient, et nous pensons bien qu'entre la coupe à laquelle veulent boire les Isabelle et autres rêveurs de Chaos et leurs lèvres altérées de breuvage égalitaire il y a encore loin; il faut des juges à la Nouvelle-Orléans. Mais l'adoption de ce bill qui tend à consacrer la violation du domicile et de la propriété individuelle indique les tendances du parti qui nous gouverne et le degré qu'il a dû provoquer par tous les moyens des désordres ou des conflits.

Une autre iniquité commise récemment par le parti radical est celle qui est consignée par la proclamation de M. Geo. Fosdick, calomniateur conservateur, nommé par le gouverneur membre du triumvirat de commissaires chargés d'entendre les dénonciations pour l'enregistrement. Nous avons publié hier ce document qu'il n'a pas besoin de commentaires. M. Fosdick a demandé que, sur les trois proposés à l'enregistrement qui doivent être nommés pour chaque district de la ville et de chaque paroisse, il y eut un démocrate afin d'offrir quelque garantie aux électeurs de ce parti, mais ses deux collègues, MM. Baker et Kerguson, ont obstinément refusé d'accéder à cette demande. La majorité ne l'ayant voulu pas, il leur faut l'unanimité. Bien que ces deux commissaires n'aient rien de commun avec le roi des animaux, ils lui ont emprunté sa maxime et ils s'attribuent les trois parts.

M. Baker l'un de ces commissaires, est connu à un double titre, comme ayant organisé les fraudes gigantesques commises dans l'enregistrement ordonné par le général Sheridan, et comme étant devenu fameux par quelques procédés légèrement irréguliers pour grossir ses émoluments comme commissaire des rues. C'est à cet Anglais ruiné et radicalisé que M. Warmoth a confié la suprême direction de l'enregistrement.

Nous savons parfaitement, en Louisiane, que si l'enregistrement et l'élection étaient confiés avec impartialité, même sous l'empire de la Législation existante, les démocrates l'emporteraient à une grande majorité sur leurs adversaires. Mais ce qui devrait frapper les lecteurs du Nord auxquels on assure que la Louisiane donnera 40,000 voix de majorité à Grant, c'est le soin systématique avec lequel la majorité radicale de la Législature évite, lorsqu'elle annulle une élection de sénateur ou de représentant, d'ordonner une nouvelle élection, c'est encore le bill d'enregistrement si laborieusement compliqué pour priver du droit de se faire inscrire le plus grand nombre possible de démocrates, c'est enfin, le refus fait par la majorité des trois commissaires d'enregistrement d'admettre au seul démocrate à participer aux opérations.

Un parti qui se sentirait sûr de la majorité n'emploierait pas de pareils moyens. Il se donnerait la chance facile de l'impartialité. Il appellerait la lumière sur ses opérations. Mais le parti radical n'agit pas ainsi. Il veut faire faire l'enregistrement sous le manteau de la cheminée, dans l'ombre, par des créatures à lui, de la décision desquelles on ne peut appeler que devant ce triumvirat présidé par M. Baker, et où M. Fosdick sera probablement remplacé par un radical, car on sait que la loi n'a accordé aux électeurs refusés aucun recours devant la juridiction ordinaire qui n'inspire pas confiance aux radicaux.

Nous bornerons ici pour aujourd'hui nos réflexions sur les beautés et la justice de la législation et du gouvernement de la clique radicale en Louisiane. Que nos amis au Nord se donnent la peine de fouiller cette mine, ils y trouveront des thèmes inépuisables et une source féconde d'arguments pour battre en brèche le parti de Grant et Colfax, et ils emploieront ainsi leur temps et leur talent d'une façon beaucoup plus opportune et plus utile que lorsqu'ils adressent aux gens du Sud; des leçons que ceux-ci n'ont pas méritées.

LES BILLETS DE VILLE.—Les membres des Conseils de ville ont décidément perdu la tête. Ils ont adopté hier une résolution pour remettre au circulation les billets de ville avec un intérêt de 12 pour cent par an payables semi-annuellement en greenbacks. Franchement il était impossible de pousser plus loin l'aberration. Nous donnons avec M. Sterkea de l'opposition qu'il a faite à la mesure. Quelques autres membres ont convoqué les Conseils 6 ait excellente, mais elle a eu un bien déplorable résultat.

LE SPECTRE NOIR.—Sous ce titre, notre concitoyen, le docteur Charles Dalcy, vient d'écrire un pamphlet qui stigmatise vigoureusement la clique radicale qui s'est jetée sur le gouvernement de notre Etat avec toute l'ardeur d'une meute affamée s'exerçant par l'espérite la curée. Cette brochure paraîtra, en anglais, dans les premiers jours de la semaine prochaine, et un exemplaire en sera déposé, en français. En voici l'avant propos qui nous a été communiqué :

Depuis que j'ai livré cet opuscule à l'impression, bien des événements significatifs se sont accomplis dans notre malheureux pays, entre autres le *Législateur de la Louisiane*, opprime et dévalise en même temps notre Etat déjà ruiné, a délicté les lois les plus draconiennes avec une impudence qu'il n'a que la patience du peuple qui attend avec confiance la lutte électorale. Il est possible, dit Tacite, de trouver, entre la résistance qui mène à la servilité et celle de l'honneur, une route exempte, à la fois, de bassesse et de périls. Sans avoir la Tacite, peut-être, notre population a trouvé cette route par une sorte d'intuition qui est l'apanage des esprits sages et éclairés.

Mais, dans le public, on pensait autrement. Hier dans nos principales rues et dans nos cafés on passait par de bruyantes harrahs entremêlés de fort belles musiques. Nous ne pensons pas devoir que nous ne soyons fort ennuyés à ces marques d'attention très flatteuses.

NOUVEAU WIGWAM.—Le club démocratique Rough and Ready du 6me ward vient de compléter un très beau wigwam au coin des rues Chartres et Quartier. Ce wigwam sera régalé rement baptisé jeudi prochain par un prêtre de l'église catholique.

BROOM RANGERS JUNIOR.—Réunion spéciale demain lundi, à 7 heures du soir, à la Salle de l'Opéra.

UN OFFICIER DE POLICE AFFAMÉ.—Sur les livres de police de la neuvième ou Deuxième District, nous avons lu ce qui suit :

"L'officier Fredericks est malade par le besoin de nourriture."

LE MEURTRE D'HERCLA.—L'affaire d'Adam Navarito, accusé du meurtre d'Hercla, a été entendue hier devant le recorder Gastinel. Un témoin déposa qu'il a vu Navarito tirer sur Hercla; il a vu ce dernier chanceler et tomber, et Navarito gagner le large. Il a vu aussi la scène, mencement de la querelle. D'autres témoins corroboent cette déposition; en conséquence l'affaire ira devant le grand jury.

VOL.—Hier matin, vers 2 heures, des voleurs sont entrés Chez M. A. Crapé, rue de l'Annonciation, près de l'ancienne Josephine, et ont pris des ornements de salon et divers autres articles de valeur. Ils se sont introduits par une porte de cour qu'ils ont forcée et de là ils ont pénétré dans les appartements avec l'aide d'un associé.

OBJETS VOLÉS.—Un nommé Robert Beason a été arrêté hier par l'officier Ryan, sur l'accusation d'avoir en sa possession des marchandises supposées volées. L'homme a été conduit au corps de garde du 3e district où il restera jusqu'à ce qu'une enquête puisse avoir lieu.

FEU.—Hier matin vers sept heures, le feu a mis dans un dépôt de cuivre appartenant à Jacob Stuben, rue Julie, mais on est parvenu à l'éteindre avant qu'il ait causé beaucoup de dégat. La bâtisse était assurée.

QUERELLE PROBABLEMENT FATALE.—Willis Slade a été arrêté hier pour avoir assailli avec un gobelet un cafetier allemand. Le coup que ce dernier a reçu est tellement sérieux qu'il est douteux qu'il puisse se remettre. Il paraît qu'ils avaient l'habitude de se quereller. Slade, l'allemand étant démocrate et l'autre radical, ce qui causait de fréquentes querelles. C'est à la suite d'une discussion de ce genre qu'a eu lieu la bataille au gobelet dont le cafetier allemand est la victime.

VOL.—Joseph Bell est accusé par Mary Hervet d'avoir volé une montre d'or et une chaîne en valant $400. Le vol a été commis dans la maison domicile de cette dame, rue Gasquet, et mis en gage chez un courtier de la rue du Canal pour une avance de $100.

AUTRE VOL. — Deux jeunes garçons, Alex. Roberts et John Stewart, ont été arrêtés, hier, sur l'accusation d'avoir pris tout l'argent qui se trouvait ($20) dans le tiroir de M. Hutching, épicier, rue Carondelet. L'argent a été trouvé chez la personne du jeune Roberts qui avoue le fait. Néanmoins, sur la promesse qu'ils ont fait de mieux se conduire à l'avenir, le juge les a fait remettre en liberté.

ABUS DE CONFIANCE.—T S Harrison a été coffré, hier, sur l'accusation d'avoir obtenu d'Alexander Davis une somme d'argent au moyen de représentations frauduleuses. L'accusé a été conduit au corps de garde.

ARRESTATION.—Abraham Turner, nègre, accusé d'être le meurtre de Michael Carey, a été arrêté dans le chantier de bois de J. F. Paul, rue des Magasins, entre les rues Celli-pe et Gaienaud. Il paraîtrait qu'il résidait dans la maison d'où on suppose que le coup est parti et il répond exactement à la description de l'homme qui a été frappé à la tête avec une bouteille; c'est ce qu'il a admis lui-même dans son interrogation. Le fait a été trouvé sous la maison et il a été facile de voir qu'il avait été déchargé tout récemment. La femme de l'accusé dit qu'il a déchargé le fusil jeudi soir, mais elle ne dit pas qu'il l'ait fait contre quelqu'un. Elle a informé l'officier qu'après le coup, Turner remit le fusil à sa place ordinaire, mais que depuis elle le mit sous la maison. MM. Lynch et Simmons ont tous deux reconnu l'accusé comme l'homme qui a reçu le coup de bouteille Turner est représenté comme ayant un caractère déterminé Traduit devant le recorder, Abe Turner a été renvoyé en prison.

CONSEILS DE VILLE—ALDERMEN—Présidence de M. Markey. Lecture est donnée du message du maire. (Voir la séance de l'autre Conseil).

Les aldermen adoptent une résolution de l'autre Conseil ayant pour objet d'autoriser de nouveau les paiements en billets de ville aux 12 pour cent d'intérêt, résolution adoptée à la dernière séance par l'autre Conseil, sur la proposition de M. Farrell, mais en l'amendant de façon à stampiller les billets avec l'ordre du trésorier et du contrôleur aux lieu d'émettre de nouveaux coupons. L'intérêt doit courir deux ans et être payable semi-annuellement en greenbacks. Ces billets stampillés seront les seuls qui sortiront du trésor public. Cette résolution passe aussi pardessus le veto du maire la proposition de prendre immédiatement les paiements en billets de ville.

Un comité est nommé pour visiter l'autre Conseil et le revisé annoncer que concours a été donné à la résolution; en conséquence les aldermen s'ajournent.

ASSISTANTS ALDERMEN.—Présidence de M. Kearney.

Lecture est donnée d'un message du maire qui dit que le Conseil est convoqué pour prendre en considération la recommandation du comité de finances de faire face aux rotes de paiement actuellement dus, et pour la transaction de toute autre affaire concernant l'intérêt public.

M Fisher dit qu'il ne peut comprendre pourquoi le maire a convoqué le conseil afin de délibérer sur l'ordre du comité de finances au contrôleur de délivrer des mandats séparés pour la police, attendu que la loi n'oblige pas à émettre des mandats pour la montant total des rotes de paiement, et comme la loi porte que le comité a le contrôle des livres et des comptes du contrôleur et du trésorier, il ne voit pas que le Conseil ait à prendre aucune décision à ce sujet.

M. Sturcken est en faveur d'un ajournement immédiat. Il considère la proposition d'émettre de nouveau les billets de ville, malgré le véto du maire, à 12 pour cent d'intérêt, comme devant nuire davantage au crédit de la ville. Il rappelle les causes de la dépréciation des billets de ville. Il soutient que l'législation convenable rétablirait le crédit de la ville, et que si on proposition, dans le conseil Monroe, elle est adoptée les billets de ville seraient aujourd'hui à 2 pour cent d'escompte seulement.

Sur motion de M. Fisher, on nomme un semité de trois chargé d'aller demander au maire s'il a autre chose à communiquer et la séance est suspendue.

Le comité revient et annonce qu'il n'a pas trouvé le maire.

Le comité des aldermen vient annoncer ce qui a été fait et demande le concours à la résolution amendée adoptée par ce Conseil.

Lecture est donnée de cette résolution qui est adoptée finalement.

Législature de la Louisiane.

SÉNAT.—Kehoe fait un rapport défavorable sur le bill pour incorporer l'Association louisianaise du Homestead.

M. Packard fait un rapport favorable sur la proposition de rémunérer d'une manière extraordinaire les employés du comité sur la conduite de la dernière élection.

M. Ray présente un bill de secours pour les juges de la cour Suprême.

M. O'Hara demande qu'il lui soit permis d'enregistrer son vote sur le bill des droits civils, enrouleur vote qui lui avait été refusé.

M. Foute propose de reconsidérer le vote d'hier. Adopté.

M. O'Hara, en conséquence, gagne sa cause, et il vote affirmativement.

M. Ray présente une résolution pour choisir un local où serait élevée la nouvelle maison d'Etat et pour choisir, en attendant, un local comme siége temporaire. Un comité est nommé.

Le bill de la Chambre pour amender la 6e section d'un acte relatif aux ventes judiciaires et autres faites aux enchères publiques, est lu deux fois et référé.

Etc. référée la résolution jointe autorisant le commis aux warrants de payer des mandats additionnels pour le paiement des membres.

M. Lewis appelle le bill du Sénat relatif à l'incorporation de la Banque du port, sur lequel un comité spécial composé de la délégation de la ville avait rapporté d'une manière défavorable.

Le bill est ajourné indéfiniment.

M. O'Hara appelle le bill relatif à l'administration des écoles publiques de la Nouvelle-Orléans.

Sur motion de M. Lynch le bill est envoyé à l'impression et est mis à l'ordre du jour du lundi.

Un acte pour amender un acte relatif à l'exportation de tabac dans la ville de la Nouvelle-Orléans par ses inspecteurs est adopté.

Un fait des plus graves vient de se produire à Prague. Le gouvernement autrichien a ordonné au président de la Diète de Bohême de considérer comme expiré le mandat des députés tchèques, qui ont refusé d'aller occuper leurs sièges à l'ouverture de la session. De nouvelles élections vont donc avoir lieu incessamment.

PAR LE TELEGRAPHE.

DÉPÊCHES TRANSMISES A L'*ABEILLE*

Le Dieu Térébenthine remié.

Alex. H. Stephens à Washington.

La presse mexicaine et les flibustiers.

Alarme générale au Mexique.

Nouvelles Européennes.

Munich, 19—M. Bancroft, ministre américain, et la princesse de Hohenlohe, ministre de Bavière, ont échangé, aujourd'hui, formellement, la ratification du traité sur le chicy-nasal.

Londres, 19—On rapporte que George Peabody doit acheter un grand domaine en Hongrie.

Vienne, 19—Le baron Pratten, membre du Parlement pour le Nord Lancashire a été nommé secrétaire d'Etat pour l'Irlande, à la place de comte Mayo, nommé gouverneur-général de l'Inde.

Nouvelles de Washington.

Washington, 19—Le collecteur Charles Abel a été nommé collecteur en charge des exportations, pour le port de Philadelphie. C'est la première nomination de cette classe dans la nouvelle loi

Franklin Pierce est accouchement.

M. Chase est à Concord, N. H.

Le général Santos Arnaud, ministre de Colombie aux Etats-Unis, a été présenté au Président aujourd'hui.

Schenck et Rollins ont eu une entrevue prolongée aujourd'hui. On dit que Schenck approuve les nominations de parti de Rollins pour les postes de New-York.

Le général Hill Patrick, ministre du Chili, est ici.

Alexander H. Stéphens est ici.

Nouvelles diverses. — (Gardiens de magasins, Free-man R Church, pour le 7e District de Virginie. Jauger—comme pour le Sud.

Schenck et Hill séparés dans les membres de Congrès pour les engager à être présents lundi.

Alexander H. Stephens a fait une visite au Président, à Schofield, à Wade et à Randall, aujourd'hui. Il est resté une demi-heure avec le Président. L'entrevue a été particulière. M. Stephens paraît être en bonne santé.

Les gardiens de magasins nommés en Virginie, dans le Maryland et dans le Delaware pour des familles arméniennes qui sont actuellement inconnues.

Le bill relatif au comité judiciaire.

M. Roy, d'Orléans, a présenté un bill pour autoriser aux moyens de soutenir les écoles publiques de l'Etat. Les deux fois et référé au comité des votes et moyens.

Isabelle (noir) d'Orléans, présente un bill allouant la somme de $300 aux veuves de John Baptiste Lavigne, mort en prison à Natchez. On allègue que les maris de ces veuves ont été tués dans l'émeute du 30 juillet 1866.

Le bill est référé